

# RELANCE EFFICACE

---

Et non dispendieuse  
De l'économie française  
par le soutien aux entreprises  
innovantes

**Clause de confidentialité :** Ce document est couvert par le droit d'auteur en tant que projet dérivé d'une œuvre de l'esprit qui, du seul fait de sa création, donne à l'auteur un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. En conséquence, la diffusion de tout ou partie de ce document sur tout type de support, quel qu'il soit, est formellement interdite, sauf autorisation expresse de l'auteur. Le nonrespect de cette interdiction constitue une contrefaçon pouvant engager la responsabilité civile et pénale du contrefacteur (articles L335-2, 3 et 5 à 9 du code de la propriété intellectuelle). Il est rappelé, à cette occasion, de le délit de contrefaçon est constitué du seul fait d'une copie illicite, même sans élément intentionnel.

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE</b> .....	4
Pourquoi cette contribution ? .....	4
<b>CONTEXTE</b> .....	5
Citizen Média et les entreprises d'avenir basées sur ses plateformes « écolonomiques » .....	5
Une entreprise qui n'aurait jamais du voir le jour.....	5
Europe et France dans les années 2000 à 2020 .....	6
Objectif de ce document .....	7
Méthode d'approche.....	7
<b>DIAGNOSTIC</b> .....	8
La France, un pays en perte de vitesse avec des politiques putassières qui résout tout en versant aux acteurs de l'économie des milliards d'euro à la pelle .....	8
Des entreprises jeunes et fortes, porteur d'innovations sociétales, sont les seules vraies solutions d'avenir.....	9
L'entreprise, un cycle incontournable .....	11
Les aides publiques en France .....	12
Les besoins des entreprises.....	17
La phase d'amorçage : "phase de l'avenir de la création de richesse " .....	18
Comment les aides publiques détruisent de la valeur au lieu d'aider à en créer .....	21
<b>L'ÉCONOMIE</b> .....	23
<b>SELON LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ACTUEL</b> .....	23
Les stratégies du gouvernement français .....	23
<b>QUELS POSSIBLES ?</b> .....	25
Face à ce contexte précédemment décrit, comment agir de manière efficiente ou simplement efficace ? .....	25
<b>CHANGER LE SYSTÈME</b> .....	28
<b>INTRODUIRE DANS LA DISTRIBUTION DES AIDES PUBLIQUES UN NOUVEL ACTEUR ?</b> .....	31
Les dispositifs actuels de redistribution de l'argent public au niveau de l'amorçage .....	32
La recherche et développement Citizen Média "sagesse des foules".....	34
Une solution vertueuse à moult détentes qui vise à réduire le chômage tout en redistribuant mieux l'argent public.....	35
La plateforme de lutte contre le chômage à installer et financer faire financer dans toutes les régions.....	36

## Résumé

<b>Contexte</b>	La situation bloquée de l'économie française actuelle qui se traduit notamment par un taux de chômage très important. Les difficultés d'un pays à innover depuis 30 ans pour répondre au défi de la mondialisation.
<b>Problématique</b>	Comment face à l'essoufflement de l'économie française redynamiser le tissu économique et lutter contre le chômage tout en renforçant l'équité et le lien social ?
<b>Contenu</b>	Propositions de réforme du système d'attribution des aides publiques pour le financement des entreprises avec comme alternative possible : la mise en place d'une plateforme « écolonomique » comme initiative de lutte contre le chômage l'injustice sociale et les désordres économiques ou climatiques
<b>Version du document</b>	0.6 (28/11/2021)

## PREAMBULE

### Pourquoi cette contribution ?

Productrice de savoir de de pouvoir depuis 30 années, par le truchement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'auteur de la proposition par ailleurs fondatrice de la start-up Citizen Média veut faire part ici du résultat de ses réflexion sur le décider pour agir à plusieurs.

Nous avons été plongés pendant plus de 10 ans dans les affres de la création et du développement d'une entreprise numérique en FRANCE, jusqu'à ce qu'un jour de 2015, alors même que nous allions décoller, tous les acteurs administrativo-judiciaires nous prennent par le cou pour nous faire plonger.

Aussi à l'heure d'aujourd'hui, et après les périodes confinement qui ont vu émerger tous les acteurs de visioconférence (des concurrents) étrangers le diagnostic est sans appel : à part les vieilles entreprises et les familles d'oligarques qui se pendant capables les diriger alors qu'elles volent tout le résultat des efforts du travail qui fut d'excellence alimentés par les talents des générations de français, en 2021 et depuis 1980 construire des entreprises mondialisées qui ressemble aux réussite des Apple Microsoft et derrière GOOGLE Facebook Amazone Netflix et autres mastodontes qui bientôt commanderont à tous les humains.

Mais bon il n'y pas de mauvais destin, il n'n'y qu'expérimentations ; et cette période de gestation de Citizen Média nous a donné tout le loisir de mettre en évidence des dysfonctionnements institutionnels et privés qui entravent de **manière mécanique** le processus de naissance d'entreprises innovantes et à fort potentiel.

Fort de notre recherche initiale sur la "sagesse des foules" (au croisement des sciences cognitives, sociales, et politiques) qui nous a permis d'explorer sous toutes ses coutures : "la volonté générale" et plus précisément "la décision collective", notre parcours dans ce labyrinthe du financement public de l'innovation (qui le coeur nucléaire de l'avenir d'un pays), a été en quelque sorte notre premier terrain expérimental. Nous y avons approfondi les modalités pratiques de la décision publique et politique au sens noble du terme (celui qui prépare l'avenir) espérant que cette exploration au centre des organisations humaines, pourra nous servir à tous pour en finir une fois pour toute avec les Tyrannies de quelques-uns qui se croient habilités à nous imposer leurs vues et leur pensées d'une abyssale médiocrité.

Car pour nous les inventeurs de solutions à tous nos problèmes, loin de nous complaire dans cette spirale d'échecs annoncée, en dépit d'innombrables obstacles, nous avons cherché à comprendre les causes de ces dysfonctionnements pour ensuite être en mesure d'y remédier.

Ce gâchis d'énergie phénoménale, qui est insupportable à toute société, nous ne voulons plus le voir perdurer. Nous faisons ce travail surtout pour les enfants d'aujourd'hui, et tous ceux qui vont nous suivre et qui doivent absolument trouver les moyens de porter leurs projets afin de dénouer les

nœuds mortifères que les générations de l'après-monstruosité de 1945, n'ont pas su dénouer, les plus roués de la société se servant des fils d'or qui nous avaient été légués pour étrangler leurs pareils, se. Croyant une « élites à part » alors qu'ils ne sont que des salopards qui profitent des situations pour organiser la faiblesse de leurs compétiteurs plus jeunes d-qu'eux et plus talentueux qu'eux.

Nous voudrions maintenant faire partager ce savoir le fruit de cette analyse avec ceux qui sauront s'en emparer pour le plus grand bien de tous. Avec tous les prochains décideurs politiques de demain qui auront compris que seule l'intention fait le mal ou le bien sur terre, et qui fort de ce savoir, cultiveront chaque jour avec ardeur leurs intentions bienveillantes, nous permettant à tous et ne douceur de célébrer la rupture avec l'incohérence et la folie meurtrière de leurs prédécesseurs qui ont failli faire de notre paradis un enfer sur terre l

## CONTEXTE

### Citizen Média et les entreprises d'avenir basées sur ses plateformes « écolonomiques »

CITIZEN MEDIA™ fut une entreprise spécialisée dans la réalisation de dispositifs numériques et multimédia basée sur un principe novateur de plateformes interactives et participatives en ligne.

Que ce soit à destination de clients privés ou publics ou des particuliers internautes un accès direct aux puissants potentiels des technologies de communication, CITIZEN MEDIA™ accompagnent tous les groupes quelle que soit leur taille, dans la conduite de leur changement soit sur le secteur de la dynamique de groupe en entreprise, soit sur le marché de l'édition virtuelle "grand public" sur le le secteurs stratégique du soft power appelé aussi chez nos voisins le secteur de « l'empowerment », et ou de « l'entertainment » vers une manière de mener sa vie collective et reprendre la main sur son destin commun.

Contrairement à tous ses concurrents, l'approche de Citizen Média se veut holistique (voir quantique). Nous considérons "l'agir et le réfléchir en commun" dans leur globalité. Notamment, nous ne séparons pas arbitrairement les fonctionnalités ou les usages des TIC : visioconférence ; espace collaboratif ; formation à distance...

### Une entreprise qui n'aurait jamais du voir le jour

De l'idée de la création d'entreprise à sa réalisation concrète, le vécu tourmenté de CITIZEN MEDIA démontre finalement à quel point l'innovation et la création d'entreprise d'avenir demeurent les parents pauvres de notre économie française (et européenne).

Alors même qu'à l'ère de la connexion entre tous les êtres humains habitant la planète quel que soit leur lieu d'implantation physique voire leur langue d'origine, tous les acteurs concernés (Etat, chercheurs, industriels), s'accordent sur l'urgente nécessité de re-dynamiser l'économie par l'innovation et l'accès à la culture et au savoir pour tous, les seules à mêmes d'ouvrir de vraies perspectives de croissance et de création d'emplois... et en dépit d'un fort potentiel et d'un marché considérable pour son innovation, la fondatrice de Citizen Média s'est sans cesse heurtée à l'indifférence "polie" de nombre d'interlocuteurs, quand ce n'était pas à leur morgue toute bureaucratique alors que la promesse « métier » de ces acteurs (sinon à en changer) était bien de se dévouer à aider ces entreprises en formation et à les protéger des prédateurs jusqu'à ce qu'elles aient la maturité nécessaire pour se débrouiller toute seule comme des grandes.

Décourageant et contreproductif !

## Europe et France dans les années 2000 à 2020

Dans ces 20 premières années de ce nouveau siècle, qui ont été inaugurées par nombre d'attentats et de catastrophes climatiques, la France s'est dotée de nouveaux gouvernements successifs, qui, comme toujours, alors qu'ils savent que l'embellie sociale passera par la croissance de ses entreprises se sont toujours trompés de cible en utilisant l'argent public non pas pour nourrir ses bébés entreprises, mais pour laisser sous perfusion permanente ses entreprises devenant toujours de plus obèses.

Quelle que soit la couleur politique des décideurs, favoriser les nouvelles entreprises en abandonnant à leur sort les vieilles et les grosses normalement autonomes et donc capable de subvenir à leurs besoins tout seul, a toujours paru être une tâche ardue et compliquée.

Comme si les enjeux économiques et sociaux amenaient automatiquement sur un terrain politique miné par avance.

En même temps, les pays européens n'arrivent pas à se sortir de leurs crises endémiques parce qu'elles appliquent les mêmes recettes qui reconduisent sans cesse les peuples à vivre sempiternellement les mêmes crises : réduction des déficits ; austérité... Bah oui les mêmes cause ont toujours les mêmes effets. Sauf que comme seuls les mauvais effets s'accumulent, la croissance basée sur la création de richesses culturelles, intellectuelles, ... s'effondre, tandis que les fausses richesses matérielles s'accumulent jusqu'à étouffer toute vie : le chômage et la misère augmente ; les ressources s'épuisent , les déchets de cette hyper consommation imbécile addictive et malade s'entassent pour venir polluer tous les lieux de vie , la bêtise et la maltraitance se déchainent avec toutes les propagandes nécessaires à cacher la misère de pensées de nos décideurs....ce sont tous les citoyens honnêtes... qui, de plus en plus pressurés, contraints à batailler quotidiennement pour leur survie... deviennent de plus en plus désemparés à ne savoir comment endiguer ces malheurs qui se produisent en chaîne... ne sachant plus à quel sein se vouer pour leur confier notre destin commun.

C'est pourquoi à l'aube de 2022, il y a urgence ! Il faut de nouvelles recettes, des nouvelles idées originales, des choix audacieux ;et que la puissance et la force soit retirés à ceux qui ont trahi, pour qu'elle re-coule naturellement dans les foyers et les veines de chacun... ;

Bref, il faut faire quelque chose... et vite ! C'est l'objet de ce manifeste d'une humble citoyenne qui a cru ses rêves de démocratie apaisée et douce possible.

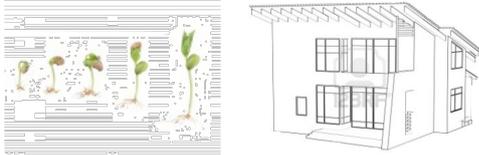
## Objectif de ce document

Faire des propositions simples à puissants effets de levier (principe de la systémique) pour que notre pays trouve une solution par le haut à un problème qui dure maintenant depuis trop longtemps. Un blocage qui aujourd'hui, en ces temps de crise mondiale, devient insupportable, surtout pour la plus grande partie de la société française, et qui risque, s'il n'est pas jugulé, d'éteindre à tout jamais la lumière déjà vacillante de la puissance française.

## Méthode d'approche

Après avoir fait un point sur le diagnostic, et avant de soumettre nos propositions au peuple de France, nous ferons un focus sur les soi-disant priorités des gouvernements actuels ainsi que nous analyserons la pertinence du plan de relance de l'économie française qui vient d'être présenté par Bruno Lemaire ministre de l'économie (qui en dit long sur la médiocrité de leurs esprit) en étudiant le cap fixé en matière d'innovation afin d'anticiper, à qui va profiter ce nouveau plan de relance, qui n'est qu'une répétition du même ce qui nous dira qui en réalité va être soutenu par les pouvoirs publics et qui sera laissé de côté si nous n'intervenons pas.

### *Cycle des types d'entreprises*

 <b>START-UP PME</b>	 <b>PME / ETI</b>	 <b>Grandes Ent CAC 40</b>	
<b>PHASES : création</b>	<b>amorçage</b>	<b>développement/ transmission</b>	<b>international/fusion</b>

## DIAGNOSTIC

# La France, un pays en perte de vitesse avec des politiques putassières qui résout tout en versant aux acteurs de l'économie des milliards d'euro à la pelle

« La France affiche une ambition nationale de premier plan, celle de «devenir un grand pays de l'innovation et d'entrepreneurs»<sup>1</sup>.

Si l'on en croit la communication officielle, le gouvernement déploie de nombreux moyens (100 milliards d'euros) pour permettre la ré-industrialisation de la France, l'émergence de nouvelles entreprises mais aussi la protection des anciennes afin de traverser la crise et d'assurer la transition écologique avec quinze mesures phares :

Cinq sur le volet écologie et transition énergétique

- MaPrimeRénov'
- Prime à la conversion
- Bonus écologique
- Rénovation des bâtiments publics de l'État
- Décarbonation de l'industrie

Cinq sur le volet compétitivité des entreprises

- Soutien à l'export
- Soutien à l'investissement et la modernisation de l'industrie
- Aides France Num pour la transformation numérique des TPE/PME
- Prêts participatifs Relance
- [Prêt croissance TPE](#)

... Et cinq sur le volet cohésion des territoires

- [Parcours Emploi Compétences Jeunes \(PEC Jeunes\)](#)
- [Aide aux employeurs qui recrutent en apprentissage](#)
- [Transitions collectives \(Transco\)](#)
- [Projets hospitaliers prioritaires et investissements ville – hôpital](#)
- [Dotation de soutien à l'investissement local \(DSIL\)](#)

---

<sup>1</sup> sur le site <https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance> on lit « Le plan France Relance, qui permet d'accélérer les transformations écologique, industrielle et sociale du pays, propose des mesures concrètes à destination de tous : particuliers, entreprises et associations, collectivités ou administrations. Afin de relancer rapidement l'économie et d'obtenir des résultats en matière de décarbonation, de reconquête industrielle, de renforcement des compétences et des qualifications sur l'ensemble du territoire, un plan exceptionnel de 100 milliards d'euros est déployé par le Gouvernement autour de trois volets : la [transition écologique](#), la [compétitivité et la cohésion](#). Ce plan est soutenu financièrement [à hauteur d'environ 40 milliards d'euros par l'Union européenne](#)."

Sans réfléchir plus avant , rien qu'à l'énoncé du plan de relance on a tout compris : Après la création de la BPI ; le pacte de compétitivité ; le CICE dans les années 2013, etc, beaucoup d'acteurs publics à travers l'allocation de fonds publics tels que la CDC, OSEO ou la DGCIS pour les principaux, interviennent en complément de l'action des acteurs du développement économique traditionnels que sont les chambres consulaires, les régions, voire les conseils généraux.

Cependant, en dépit du nombre impressionnant de dispositifs (6000 ?) et de la totalité d'argent injectée par an (au moins 30 Milliards €), la France ne connaît plus de success stories depuis plus de 30 ans. Toutes les grandes entreprises françaises sont des vieilles dames nées avant ou juste après-guerre.

**Les classements de la France en matière d'innovation (24<sup>ème</sup> rang mondial ; 16<sup>ème</sup> en Europe) mais surtout en termes d'efficacité de l'innovation (source : Global Innovation Index 2012 GII) sont catastrophiques : en 2012, notre pays est classé dans les tréfonds à la 64<sup>ème</sup> place mondiale et à la 27<sup>ème</sup> place européenne (dernière donc).**

Pendant ce temps, les géants mondiaux, porteurs d'innovations de rupture, qui ont tous moins de trente ans, ont connu une évolution exponentielle en misant sur des produits totalement novateurs qui sont aujourd'hui adoptés par des millions de personnes dans le monde entier : notamment dans le domaine de l'informatique et des NTIC : Apple ; Microsoft ; etc.

Or aujourd'hui, l'avenir des sociétés occidentales passe par la conquête du "soft power" en opposition au "hard power" du XX<sup>ème</sup> siècle, pouvoir sur les esprits qui advient par les moyens de la culture, de l'enseignement... au lieu de celui, antérieurement, obtenu par les armes !

Or notre pays celui de la culture par excellence se fait distancer exactement là où ils avaient toutes ces chances de devenir leader. Il y a encore peu à attendre, si nous ne faisons rien au lieu de faire avec raison, que nous soyons relégués aux oubliettes de l'Histoire.

## Des entreprises jeunes et fortes, porteur d'innovations sociétales, sont les seules vraies solutions d'avenir

Ce qu'il faut déjà comprendre dans notre économie française, c'est la l'absurdité de nos élites économiques qui utilisent le sang et l'argent des français que dans un seul but : conserver la force et la puissance entre les mains de vieux caciques qui sont en position de domination soit à la tête de vieilles entreprises ; soit à celles des administrations ; soit dans des cercles de pouvoir réservés aux riches (sachant que tout ce petit monde va se servir de ce sang et cet argent exclusivement pour corrompre tous ceux susceptibles de compenser les pertes de leur entreprise devenue à force de lourdeur des machines à perdre tout en continuant d'augmenter malgré leur manque de sagacité et de présence d'esprit, les dividendes de leurs actionnaires) ;

Des êtres qui sont donc mort-vivants en ce sens que depuis longtemps ils appartiennent au passé, un passé pas très propre constitués de mâles blancs hyper-violents, colons et esclavagiste ou encore

exploitant de chair et de misères humaines. Des êtres qui aujourd'hui ne comprennent rien à rien à ce qui est l'essence du vivant de la diversité, puisqu'ils ne contemplent que leur nombril.

En France le trait est encore plus marqué vu la bêtise abyssale de nos élites formatées dans un même moule, ils ne sont plus que de vendeurs d'entreprises à la dépece éparpillant au vent mauvais toutes les richesses construites par d'autres générations. Des richesses qui sans ces prédateurs, auraient dû venir irriguer les générations suivantes.

Et c'est ainsi qu'au lieu d'être le lieu de l'entre-prise, de l'utilité collective, de l'inventivité, de l'activité et de la **préoccupations** collective qui a pour objectif de toujours mieux résoudre les problèmes du moment pour se mettre au service du progrès de tous, Les entreprises et leurs équipes sont devenues des objets vides de sens qui vont passer entre les mains de toutes sortes de spéculateurs de mort et devenir les jouets de quelques malades mentaux devenus mauvais gestionnaires.

En renflouant les poches de malfaisants qui traversent les frontières pour rester impunis de n'appliquer aucune règle, sont devenus depuis longtemps des êtres « nuisibles » à autrui et à toutes les espèces d'êtres vivants ; des être nocifs à la société qui les a vu naître et qu'ils ponctionnent sans rien donner en échange ni leurs impôts ni mêmes leurs activités. De toute manière elles sont tellement grosses et mondialisées, non seulement elles ont des appétits dévorants qui englobent tous ceux qui sont encore vulnérables, mais ces machines à cash ne nourrissent plus les terres qui les ont nourrit eux ou leurs ancêtres ; des terres qui pourtant sont les seules leur ont permis de naître,

Ces dirigeants de pacotille, qui n'ont plus que leurs intérêts personnels en tête (Voir patron de Renault Boloré Bouygues etc et autres malfrats du Medef...)...à part contribuer aux propagandes qui les intéressent pour faire prendre leurs erreurs pour des lanternes, ils ne risquent plus de se remettre en cause ou de réfléchir à « qui ils sont » « d'où ils viennent » et « où ils vont », préférant copier leurs voisins étrangers qui réussissent là où ils échouent... en se préoccupant via les lobbyistes détruire sur leur sol tout compétiteur qui risquerait à terme, s'il se développait, de leur faire de l'ombre en faisant exploser le CAC 40...

Or dans une économie saine et une vie harmonieuse le problème est que personne ne doit rentrer en compétition avec l'autre, mais au contraire chacun doit appuyer son développement sur des coopérations fructueuses qui « permettent » à chacun de ne développer que ses talents propres, tout en se focalisant à ne créer avec son activité aucun dommages à autrui.

C'est en cela que Les entrepreneurs numériques et les créateurs d'entreprises innovantes en particulier, sont si précieuses pour les sociétés ! Car elles ne font pas concurrence à l'existant puisqu'ils arrivent sur les marchés avec les produits du futur.

De facto, ils bâtissent des entreprises à fort potentiel qui sont autant de garanties de nouveaux gisements d'activité, et donc de nombreux d'emplois.

Pour illustrer cet argument, il nous suffit de regarder les début de chaque invention : l'électricité, le cinématographe, le moteur à vapeur et dernièrement la micro-informatique... pour n'en prendre que quelques-uns, furent à l'époque des innovations de rupture qui comme on ne profite aujourd'hui, ont non pas généré des dividendes pour quelques-uns, non pas quelques emplois par ci par là ... mais ont faire sortir de terre de gigantesques industries produisant des richesses et des valeurs à n'en plus finir

C'est pourquoi, Lorsqu'un pays souhaite se doter d'une économie compétitive et créatrice d'emplois, un des moyens les plus simples à sa disposition reste la mise en œuvre d'une politique adéquate consistant à préparer le terreau qui favorisera l'éclosion d'entreprises innovantes.

Ce qui de plus, tout le monde le reconnaît une manière simple et pragmatique de répondre au défi du chômage à court et à moyen terme.

Peu importe que pour 10 entreprises créées, 8 fassent faillite car les deux gagnantes peuvent changer la donne en matière d'emplois et de retours de manière radicale...chacune de ces deux créant à son tour des milliers d'émules...qui perfectionneront toutes les avancées technologies qui son découleront l

Par ailleurs il est bien connu que l'activité génère... de l'activité. La création d'une seule entreprise innovante génère sur son écosystème de nouvelles activités qui produisent également de l'emploi, qui insuffle un regain de l'activité...Et ainsi de suite ...

Pour ne citer que le cas de Citizen Média, à chaque fois qu'une plateforme est installée chez un de nos clients, c'est un moteur de productivité, de compétitivité, d'activité et de confiance qui est implanté. Car le process que nous avons installé au cœur de notre méthode de travail est là pour générer de nouvelles activités, de nouvelles entre-prises, de nouvelles associations, dont le nombre devient très vite exponentiel.

Les statistiques montrent qu'il existe aujourd'hui 5 millions de chômeurs inscrits à Pôle Emploi en France sur les 28 millions d'actifs soit 17% de cette même population. Autant de personnes prêtes à investir immédiatement divers postes liés la création de nouvelles entreprises. « Le développement du numérique représente un quart de notre croissance et bientôt un tiers ; sur l'ensemble de notre économie, la diffusion des TIC a créé 700 000 emplois en 15 ans. D'ici à 2015, 450 000 emplois supplémentaires seront créés »<sup>2</sup>.

## L'entreprise, un cycle incontournable

Le cycle de l'entreprise est immuable.

Une fois passé le moment de création (ponctuel), la durée de chaque phase va dépendre de la nature du projet porté par l'entreprise : un projet demandant un nouveau procédé de fabrication peut avoir une phase d'amorçage ou d'investissement de 10 ans avant de rencontrer son marché ;

---

<sup>2</sup> Rapport gouvernemental « France Numérique 2012-2020 »

tandis qu'une idée marketing bien emballée, sur le Net, peut passer en 3 semaines du concept à la captation de son marché.

Car s'il existe bien un incontournable pour toute entreprise désireuse de vendre un produit à des clients, c'est la phase de... fabrication de son produit... qui est aussitôt suivie de celle passée à convaincre son marché de la pertinence de celui-ci !

Deux périodes d'autant plus longues que la technologie est lourde à développer ou innovante, ou que l'innovation nécessite de lever ou non les résistances au changement.

C'est ce qu'on appelle la **période d'amorçage** dont la durée et le coût dépendent donc exclusivement du secteur d'intervention de l'entreprise ! (Et non pas du patrimoine du porteur du projet comme semble le laisser accroire le critère de fonds propres exigés comme garanties par Oséo BPI pour vous octroyer un prêt à l'innovation.)

## Les aides publiques en France

### Le financement des entreprises

Concernant le financement des entreprises, on doit s'entendre à bien distinguer la phase d'amorçage de la phase de développement, parce que chacune d'elles présente une situation et des besoins fondamentalement différents.

Et en tout état de cause, on s'attendrait à ce que les interventions (publiques notamment) soient elles aussi radicalement différentes en fonction de la phase du cycle de l'entreprise aidée.

**Or ce n'est pas le cas ! En France on ne sait que financer la phase de développement des entreprises.**

En fait, vous savez que vous n'êtes plus en période d'amorçage (si vous n'êtes pas morts avant ce qui est probable à 95%), dès que votre entreprise intéresse les acteurs financiers du "développement" (qui n'ont que faire de prendre des risques en amont d'une certaine rentabilité démontrée),. Dès que vous avez du CA et des clients, vous êtes "sauvés"; car c'est l'indication attendue par tous pour que les acteurs privés du financement interviennent enfin... Mais aussi à leur suite les acteurs publics.

En France, **cette période cruciale de l'amorçage** (qui détermine le devenir des nations), n'est assurée financièrement par personne. Tous les instruments financiers n'interviennent qu'en **phase de développement** des entreprises alors que, comble de l'absurdité, c'est dans cette phase qu'elles deviennent... autonomes grâce à leurs clients et leur chiffre d'affaires !

Ce qui incidemment veut dire que **dès lors que l'entrepreneur a réussi à passer sa phase d'amorçage, il devrait ne plus demander d'argent public, car tous les autres acteurs, même les banques, savent alors financer.**

Donc, à part les concepts marketing, qui ne demandent pratiquement pas d'investissements en amont pour être en état de séduire leur clientèle, parce qu'ils ne dérangent pas et feront donc vite long feu, bien peu de sociétés véritablement innovantes sont susceptibles de voir le jour dans un pareil système.

Sans parler des innovations industrielles qui ne pourront jamais trouver, seule, de quoi tenir toute leur période d'investissement qui peuvent parfois être très longue.

## A travers la gouvernance des aides publiques, c'est le destin collectif qui se joue...

« La nature des dispositifs d'aides n'est pas neutre : elle traduit la conception de la politique industrielle de la zone considérée et des arbitrages effectués entre consommation et système productif [voire entre groupes sociaux]. Plusieurs pays développés apportent d'importants soutiens, soit à l'ensemble de leur économie, soit à travers des réseaux, ou ciblés sur des activités à forte valeur ajoutée et/ou d'intérêt stratégique, faisant ainsi évoluer leurs systèmes d'innovation<sup>3</sup>».

Evidemment, il n'est pas question ici d'être exhaustif dans notre approche (nous ne sommes pas la Cour des Comptes et les données statistiques qui nous intéresseraient de connaître ne sont pas publiées ou accessibles : type de projet d'entreprise aidée ? Nombre de projets refusés ? Age moyen des demandeurs qui voient leurs projets acceptés ; niveau social des lauréats ; cursus scolaire ; etc), mais de donner à lire à nos gouvernants, à nos décideurs, ou à notre peuple (si cux-là font la sourde oreille) un diagnostic différent de ce qui leur est généralement donné à connaître.

Il s'agit avec ce document de sortir des sentiers battus... assidûment fréquentés par les mêmes « spécialistes » qui interviennent d'habitude sur ces sujets, « observateurs » un peu trop ancrés dans le système pour avoir le recul nécessaire qui contribue à la justesse de l'analyse.

Notons quand même que certains rapports officiels<sup>4</sup> font exactement le même diagnostic que nous et notamment à ce propos, un [rapport de l'assemblée](#) nationale qui a été publié en février 2013.

Notre but consiste donc à nous appuyer sur ces recommandations en y ajoutant des propositions de solutions concrètes pour sortir de ce qui ne peut plus que s'appeler « marasme" vu les effets dévastateurs du fait de l'introduction dans toutes les interstices de nos vies de ces technologies devenues outils de contrôle de la population et outils d'abrutissement et de coercition et de ces entreprises étrangères comme amazon qui veulent s'incruster dans tous les pans de nos vies en asservissant toutes les forces vives : commerçants ; artisans ; médecins etc...

En effet, notre expérience nous montre qu'il existe des moyens extrêmement faciles à mettre en œuvre pour remettre en mouvement un système qui dès lors redeviendra vertueux pour le plus grand bien de tous. Et ce, sans rien changer au périmètre global de l'intervention financière (ce

---

<sup>3</sup> COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN Les aides publiques aux entreprises : une gouvernance, une stratégie (Octobre 2003)

<sup>4</sup> ibid

qui est appréciable à l'heure de la crise !), mais en procédant juste à quelques petits ajustements pour fluidifier et mieux cibler les efforts.

**L'idée est simple : il s'agit de changer (de manière infime) le pilotage des aides publiques aux entreprises, de les dérouter de la "phase de développement" (où elles sont en surplus) vers la phase d'amorçage (où elles manquent), afin que « les interventions de l'État soient ré-orientées en fonction de l'intérêt général et du bien public, et non plus en se soumettant à la pression de divers lobbies, ou plus simplement des urgences qui en réalité ne sont que l'expression des situations acquises et existantes, hic et nunc »<sup>5</sup>.**

## La complexité des dispositifs mis en place

Au premier abord, le système français d'aides au développement économique est d'une très grande complexité, à la limite du kafkaïen. Pléthore d'organismes, d'infrastructures et d'études existent, qui, rassemblés, représentent un véritable labyrinthe que seuls des combattants administratifs hors normes peuvent prétendre affronter.

Mais en réalité, une fois qu'il a été parcouru de long en large, le système n'est plus si compliqué à décrypter ! Pour le comprendre, il suffit de connaître la finalité qui l'anime !

Un système est par essence "conservateur" (en ce sens qu'il consiste généralement à sauvegarder le même rapport de force entre acteurs d'une même société). Ce sont toujours les mêmes qui sont servis, mêmes si ceux-ci, par essence, ne sont pas en mesure de construire de nouvelles perspectives (et pour cause : ils ont tout intérêt à sauvegarder un système qui les privilégie).

Bien entendu, comme les finalités officielles de ces organismes mis en place par les différents gouvernants sont "aider aux changements de la société", ou "favoriser l'innovation", pour "s'adapter à l'époque", les buts poursuivis (en vrai) ne peuvent pas être "explicites", puisque venant en contradiction avec le but assigné au système global. Il s'ensuit la nécessité d'une certaine opacité, une trop grande clarté du dispositif pouvant mettre à nu la partialité de l'Etat ou montrer des dysfonctionnements trop criants.

C'est pourquoi donner une information complexe à celui qui cherche à comprendre les ramifications du système est une très bonne solution, qui a en plus le mérite de remettre en cause les capacités intellectuelles de celui qui s'informe. La complexité permet finalement de fournir à tous une kyrielle d'indications et d'informations, d'où il devient impossible d'extirper la moindre donnée nécessaire ou urgente. Ainsi "en toute naïveté (?) », le système égare ses usagers qui ne trouveront jamais "la porte de sortie vers leur réussite" en ne se laissant d'autres possibilités aux impétrants que de s'en vouloir à eux-mêmes (machiavélisme du système pervers)... comme unique responsable de leur échec.

Alors que cet échec pour les nouveaux entrants, on l'aura compris, est "systématiquement" programmé d'avance.

---

<sup>5</sup> ibid

## Le but de ce système de pure propagande

Ce qui fait que lorsque vous vous décidez à la création d'entreprise, c'est comme si vous vous mettiez à explorer un territoire sans jamais disposer de la bonne "carte". Vous naviguez longtemps dans ces labyrinthes infinis (voir le site de la BPI et du ministère de l'économie avec ses promesses mirobolantes ; ses promesses de verser des milliards, ses critères d'éligibilité multiples et incompréhensibles au FSI, les fonds de fonds...)... pour logiquement finir par vous... perdre ; mais perdre aussi tout espoir de voir un jour votre projet se transformer en une belle entreprise française pérenne.

On constate un écart formidable entre ce que l'on vous dit de ce qui vous est permis (critères d'éligibilité annoncés) et ce qui vous est permis de faire concrètement (critère d'éligibilité réels) !

Comme si les paroles n'engageaient pas les actes. Comme si en économie ou en politiques, il était permis comme dans la publicité de vous mentir en vous faisant miroiter des effets dans votre vie qui dès que vous vous approchez des menteurs s'évanouiront comme neige au soleil.

Là où l'on s'attendait à une information fiable et utile, censée guider les apprentis entrepreneurs (pour les accompagner dit-on !) dans la jungle financière et bancaire, vous faites face à des sur-promesses (comme celles des mauvais publicitaires) qui vous font passer d'organismes en organismes, de dispositifs en dispositifs, de constitution de dossiers en constitution de dossiers... jusqu'à la confusion, l'épuisement et la désespérance.

## La discrimination de ce système de financement des entreprises par la manne publique

De plus... à chaque pas, il y a risque de chute ! De vous voir engloutir sous un tsunami d'emprunts de risques de faillites et d'être la proie avec votre faille d'escrocs qui eux connaissent bien les manips... Enfin ces risques ne sont pas les mêmes pour tout le monde.

En effet, le système de reproduction des élites à la française fonctionne très bien en matière d'innovation. Etre un jeune fraîchement diplômé d'une grande école, maîtriser les codes, disposer des réseaux,... autant d'éléments qui sont des atouts déterminants pour être retenus par les dispositifs : il ne vous suffit pas d'avoir l'idée du siècle pour obtenir une première aide de l'Oséo : il vous faut des **fonds propres** équivalents à ce que vous réclamez comme aide et que requiert votre projet !

Seuls les gens humbles, normaux talentueux compétents et honnêtes risquent leur vie à créer des entreprises... et de se retrouver à termes sous le joug des plus malfaisants de la société grâce à une institution de justice complètement dévoyée<sup>6</sup> qui se met à la solde des plus criminels d'entre nous : les mandataires judiciaires, les banques, l'administration fiscale...

---

<sup>6</sup> Voir le livre d'Ernest Pardo « *la supercherie judiciaire : de la criminalité en col blanc à la criminalité en robe noire* » <https://www.unanonymous.fr/product-page/la-supercherie-judiciaire>

De plus, dans ce système tourné sur lui-même, par les effets de mimétismes sécurisants, il suffit d'être accepté par un seul organisme pour que les autres dispositifs vous ouvrent leurs portes (Prêt de l'entreprise Total et apports de fonds de capital risque Scientipôle Capital si votre dossier passe le cap du comité Scientipôle ; entrée dans un incubateur et accepté sur les plateformes locales type « Initiative finance » elles-mêmes subventionnées).

Hors de ces circuits, même avec des projets exceptionnels, le gouffre n'est jamais très loin :

- La moindre erreur ou interprétation erronée a des conséquences qui peuvent s'avérer définitives : le Ministère de la recherche ne vous agréé pas, ou à moitié, vous perdez vos pleins droits au CIR ou au JEI etc...
- Votre banque vous refuse le moindre crédit si on ne vous accepte pas sur une plateforme Initiative France.
- Vous n'obtenez pas le prêt d'honneur (qui par contre sera donné sans hésitation au créateur d'un « nouveau restaurant », alors que ce dernier risque de faire concurrence à un établissement plus ancien, qui lui va faire faillite à cause du nouveau venu... Mais ce résultat en creux dans la création d'emploi n'apparaît pas bien entendu au bilan des plateformes de soutien)...

C'est ainsi que les moins persévérants ne verront jamais la ligne d'arrivée. Avec cet étrange paradoxe qu'il convient d'évoquer ici : le créateur d'entreprise a même parfois la nette impression que plus son projet est de qualité (forts potentiels ; créateurs de richesses...), plus son chemin vers la sortie de l'amorçage va se voir semer d'embûches. A chaque étape de sa course, il reçoit des bâtons dans les roues comme s'il fallait absolument vous empêcher de gagner. Tandis que devant lui il voit voler ses concurrents déjà dotés par leur familles, qui comme Mario Bross lui piquent tout l'argent disponible.

Cruel constat d'une hallucinante déperdition d'énergies créatrices totalement contreproductives pour la société toute entière. Ce qui est un comble pour de la **redistribution d'argent public** : un argent qui ici part des contribuables français pour aller remplir les poches de projets gadgets de fils de bonnes familles (qui ont leur oncles à la tête de la BPI peut-être ?)

Enfin un détail qui a son importance pour qui n'a pas de réseau de financiers dans sa famille, les instructions de ces dossiers sont toujours trop longues et fastidieuses. Vous vous retrouvez dans des laps de temps tellement étirés que vous en perdez parfois jusqu'à votre latin mais aussi en cours de route des droits que vous aviez acquis au début de l'instruction (niveau de fonds propres pour obtenir un PPA)...

En droit, ces méthodes sont assimilées à des manœuvres dilatoires. Un dysfonctionnement de plus qui en dit long sur le parcours délirant qui attend parfois le chef d'entreprise.

## Les besoins des entreprises

Une entreprise saine (qui a des clients et du CA) avec une équipe intelligente (elle a une bonne stratégie), dans une économie saine (elle a un bon produit, il existe un marché) ne devrait pas avoir besoin d'aide du contribuable, que ce soit par l'intermédiaire de l'Etat, ou de sa région... pour se développer, rechercher, innover, exporter, croître...

Intéressés par sa rentabilité, la bonne entreprise est attractive et dispose autour d'elle de nombre d'acteurs prêts à lui offrir moult produits (Banque ; fonds d'investissement...).

Au contraire une entreprise qui est aidée à maintes reprises sans que cela corresponde à un besoin réel et récurrent, induit de la fausse concurrence sur son marché (principe du dumping). Confortée dans sa confortable position et sous perfusion, cette entreprise privilégiée n'est plus poussée à l'imagination, n'éprouve plus le besoin impérieux de poursuivre son processus d'innovation et de bonification de son produit, perdant ainsi peu à peu de sa valeur, de son attractivité et surtout de sa compétitivité. Sa réussite artificielle fait perdurer des mauvais comportements, qui donnent lieu à de fausses interprétations de la réalité. Elle devient alors un poids pour son pays et brouille les règles du marché par sa présence usurpée.

### **ALORS POURQUOI LES POUVOIRS PUBLICS S'OBSTINENT-ILS A SOUTENIR DES ENTREPRISES QUI N'EN N'ONT PAS BESOIN ?**

Pourquoi n'intervenir qu'au moment où il y a pléthore d'acteurs privés pour faire le travail ?

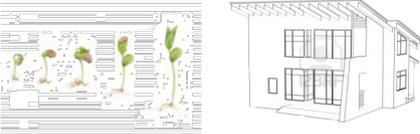
La CDC qui n'investit pratiquement que dans les entreprises qui ont fait la preuve de leur rentabilité, vous retournerait l'argument suivant : « *elle ne doit pas prendre de risque avec l'argent public* ». Mais alors qui peut le faire ?

Elle ne veut pas voir que cet argent mal distribuée entraîne des distorsions de concurrence à tous les niveaux. Au point même, où il vaudrait mieux qu'elle n'investisse pas plutôt que d'investir sur ceux qui n'en n'ont pas besoin.

Alors que si vous lancez une nouvelle entreprise et un nouveau produit, vous vous devez d'anticiper l'avenir, de scruter le long-terme ; vous allez être obligé d'"investir". Pour porter cette lourde charge (pleine de promesses, certes), vous avez donc besoin de moyens conséquents... qui nécessitent des apports financiers substantiels. Pour toutes ces raisons évoquées, l'entreprise innovante a donc besoin de soutien (momentané) afin de passer ce cap (risqué) qui sépare l'idée du produit (conceptualisation) de sa fabrication et de sa mise sur le marché (réalisation des profits).

Si cet audacieux entrepreneur n'a pas de famille qui a les moyens d'investir personnellement dans son projet, et si l'ETAT ne joue pas son rôle de fournisseur d'énergie monétaire à ceux-ci, il est donc impossible pour le commun des mortels, qui n'est pas héritier d'une grande fortune, ou sous contrat avec la grosse entreprise d'un ami de son père... de se lancer dans l'aventure de chef d'entreprise innovante.

Et comme les innovateurs se trouvent rarement chez les privilégiés du système à modifier, ce qui veut dire, que c'est des milliers et des milliers d'emplois perdus à termes.

<u>CAPITAL AMORÇAGE</u>	<u>CAPITAL VENTURE</u>	<u>BANQUES BOURSE</u>
		 Argent privé
	 Autonomie sur les cycles	
 <u>START-UP PME</u>	 <u>PME / ETI</u>	 <u>Grandes Ent CAC 40</u>
<b>PHASES : création</b> <b>amorçage</b>	<b>développement/ transmission</b>	<b>international/fusion</b>

### *Cycle du financement*

L'apport de fonds extérieurs est donc une nécessité absolue surtout s'il s'agit d'un entrepreneur novice, qui de plus n'est pas un spécialiste de la comptabilité et de la finance...

Dans ce cas, (du moins dans la société française car aux USA le brassage entre les inventeurs et les investisseurs se fait entre copains à la fac), les fonds ne peuvent provenir que de dispositifs mis en place par les pouvoirs publics.

^Sachant qu'une fois dans le circuit, les effets de levier décrits plus haut, jusqu'alors réservés à une petite élite, deviendraient monnaie courante pour ces nouveaux projets, ce qui permettrait ainsi in fine aux pouvoirs publics de partager les risques avec des privés de nouveau pris par l'envie de gagner gros.

Car si il est bien une chose certaine, c'est que l'investissement sur la phase d'amorçage d'un bon projet est le plus sûr et le plus court chemin pour devenir véritablement millionnaire en quelques années. (Voir les succès story des investisseurs de Facebook Google Apple Microsoft...)

**La phase d'amorçage : "phase de l'avenir de la création de richesse "**

Lorsque nous effectuons une recherche Google avec ces simples mots clef : « aide innovation » et « amorçage », nous obtenons peu de contenus. Sur « aide innovation » nous trouvons OSEO et sur « amorçage », nous arrivons seulement sur le Fonds national d'amorçage. C'est malheureusement presque tout.

Les opérations d'amorçage demeurent celles pour lesquelles la mobilisation des capitaux privés est pratiquement inexistante.

Le soutien aux entreprises innovantes est confié par l'Etat à la CDC ou à OSEO (maintenant BPI), qui eux-mêmes interviennent conjointement avec les Régions voire dans les systèmes de garantie avec les banques.

Si sur la phase de développement des entreprises la CDC, l'Oséo, voire la Région (FSI région ; Pm-up ; CFI ; Innovation...) **interviennent directement** auprès des entreprises, au contraire lorsqu'il s'agit d'investir ou de soutenir l'amorçage, ces organismes font systématiquement appel à des fonds de fonds ou à une série d'organisations choisies telles : Cap décisif ; Scientipôle ; comités organisés par les CCI, etc...).

Ces divers organes ont pour mission de **sélectionner les projets** qui bénéficieront des fonds sous forme de prêts d'honneurs ou de parts en capital.

Chaque organisme sélectionne et gère très peu de projets par an (5 à 15). En réalité, si dans ces structures dites spécialisées en "amorçage", le premier investissement se fait bien en amorçage (sur de petits montants et sur très peu d'élus), généralement ils ré-enchérissent lors du 2<sup>ème</sup> tour de table, sur les entreprises dans lesquelles ils se sont déjà engagés mais qui n'ont finalement pas la rentabilité espérée permettant que les clients remplacent les fonds publiques (avec l'excuse qu'ils ne peuvent pas perdre l'argent public mis en amorçage).

De plus, concernant les critères de sélection de ces organismes, qui n'ont jamais été remis en cause, ni même expertisés, la plupart sont pour le moins très partiaux et inéquitables. Ce n'est pas la qualité des projets qui va faire la différence ... Mais plutôt le même qui sélectionne... le même ! Ils vont porter leur intérêt non pas sur les projets qui les dérangent, mais par paresse, sur ceux qui leur apparaissent les plus familiers ; et souvent portés par des profils dans lesquels les sélectionneurs se reconnaissent et vont pouvoir jouer les Pygmalion.

... Tout en se persuadant que ce choix du "connu", du "familier", est un choix éminemment rationnel, en exacte correspondance avec leur mission de départ, alors qu'ils font exactement l'inverse.

Comme les dossier se créent dans un environnement spécifique : université ; grande école ; pôle de compétitivité ; incubateurs ; CEA ; Telecom..., les sélectionneurs choisissent les dossiers dans lesquels ils vont pouvoir mettre en avant leurs connaissances.

Par exemple, les Business Angels préfèrent choisir des projets à petits ROI, plus sécurisants que de miser sur de réels projets de success-stories, dont ils n'appréhendent pas bien « le manque que le projet vient combler » (car ils n'y ont certainement jamais été confrontés) et en conséquences il ne peuvent en appréhender les perspectives qui anticipent sur l'époque à venir.

Généralement, ils choisissent les projets qui appartiennent à leur ancien secteur professionnel ce qui leur permet incidemment de sauvegarder une position d'expert (bien paternaliste ?) face au porteur de projet qui démarre sa vie de chef d'entreprise et qui doit développer des talents de stratège intelligent et élaborer des choix de manière autonome... qui ne plairont pas forcément aux anciens.

La finalité (que nous avons entendu plus d'une fois), que les acteurs du développement répètent à l'envi, n'est pas de **gagner de l'argent** (attitude saine) mais d'**accompagner l'équipe projet** (attitude de professeur vis-à-vis de ses apprentis, de père vis à vis de son fils).

La mise en place du FNA **Fonds National d'Amorçage** géré par la CDC Entreprises<sup>7</sup>, voie choisie pour pallier cette soi-disant défaillance de marché, fonctionne selon ces mêmes règles et critères déjà évoquées plus haut : des fonds qui sont donc restés bloqués : les 400M€ destinés à cet amorçage ne sont pas sortis des coffres de la CDC durant l'année 2012.

Un autre exemple montre combien le système peut être parfois complètement aberrant. Contrairement à ce qui est écrit sur le site, le **prêt participatif d'amorçage** ([site Oséo](#)) (200 accordés par an !?!), n'est accordé qu'à condition de fonds propres équivalents et lorsque votre CAF<sup>8</sup> est positive : or si les mots ont un sens, la CAF+ signifie que vous faites des bénéfices, donc que vous n'êtes plus en amorçage, donc en mesure d'intéresser les acteurs privés, donc **non légitime à emprunter de l'argent public**.

Et ainsi tout à l'avenant...destiné à se répéter ad nauseam de la même façon tant que les décideurs de toutes ces institutions continueront de se croire intelligents et supérieurs à autrui, leur imposant leur médiocrité sans jamais accepter le contradictoire qui seul permet de progresser individuellement puis collectivement.

---

<sup>7</sup> Ce fonds d'amorçage va être ciblé sur les macro-secteurs répondant aux orientations du Grand emprunt et de la stratégie nationale de recherche et d'innovation : santé / biotechnologies, développement durable / écotechnologies, infiniment petit / nanotechnologies, croisement de technologies / gestion de la complexité, services, **usages et contenus numériques innovants**. Il interviendra prioritairement sur les secteurs à fort contenu technologique. **400 M€ de l'emprunt national sont mobilisés à cette fin**.

Le Fonds national d'amorçage réalisera des investissements dans des fonds d'amorçage. Le Fonds national d'amorçage est géré par CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, spécialisée dans le financement en fonds propres des petites et moyennes entreprises. CDC Entreprises est en charge, à ce titre, de la sélection des fonds et équipes de gestion associées, candidats à un investissement du Fonds national d'amorçage. Après consultation d'un comité composé notamment de représentants de l'Etat, les décisions d'investissement seront prises par CDC Entreprises qui assurera la réalisation et le suivi des investissements dans les fonds bénéficiaires.

<sup>8</sup> Capacité d'Autofinancement

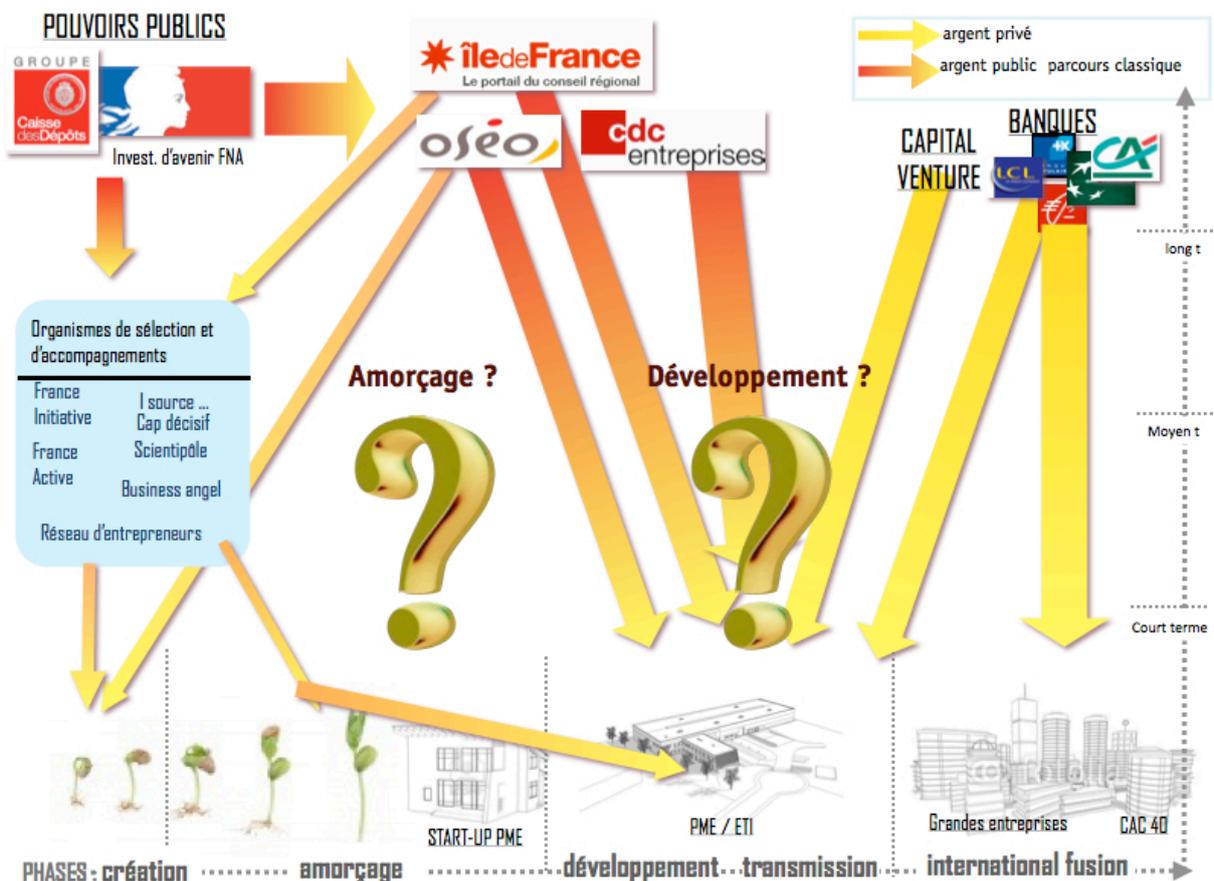
# Comment les aides publiques détruisent de la valeur au lieu d'aider à en créer

En France, l'innovation semble « toujours dangereuse » disait Gustave Flaubert.

Comme on l'a vu ici elle relève de la mission impossible tant d'innombrables barrières s'élèvent au fur et à mesure que progresse un jeune chef d'entreprise lancé dans cette aventure. Pourtant, nous l'avons dit : l'innovation est une nécessité pour toutes les économies, surtout celles en perte de vitesse.

C'est lors de la phase d'amorçage que l'entreprise produit son principal effort, conception de l'offre, de la stratégie commerciale d'entrée sur le marché et de la réalisation de son produit. A ce moment précis de son évolution, elle se trouve spécialement fragile et fébrile. Passée cette période spécifique, l'entreprise innovante deviendra très rapidement très forte et n'aura plus besoin que de ses propres capacités pour affronter son environnement.

Il s'agit donc ici non pas de trouver de « nouvelles » sources de financement (comme le stipulait un des ateliers des assises de l'entrepreneuriat) pour abonder cette phase des entreprises cruciales pour l'avenir d'un pays, mais bien de changer **la répartition et les critères de distribution actuelle des fonds publics**,



pour rendre enfin au mot "d'amorçage" toutes ses lettres de noblesse. (amorçage ne doit pas se confondre avec création).

Pour résumer l'absurdité de la situation, il faut savoir que c'est au moment où les entreprises innovantes ont un besoin vital de fonds (amorçage) que les fonds publics se défaussent allègrement. En revanche, c'est au moment où les entreprises n'ont plus de besoin en fonds (en phase de développement et de croissance), au moment où elles bénéficient également des offres alléchantes des fonds privés et des banques, que les fonds publics font pleuvoir à flot continu des aides et des subventions. Un mauvais « timing » incompréhensible et plus que regrettable.

Ces situations préjudiciables conduisent à créer un écosystème économique anti-compétitif au possible, mais aussi parfaitement discriminatoire ! Seuls Les acteurs en position dominante profitent du système pour le pervertir encore plus afin d'empêcher l'argent de circuler.

Les plantes les plus pourries étant les plus arrosées, elles deviennent encore plus dominantes et gourmandes venant annihiler tout ce qui commençait à exister... et qui risquerait à terme de leur faire concurrence. (Etrange idée de la concurrence libre et non faussée qui imprégnait la constitution européenne !).

Tous ces crimes économiques en France s'opère sans risque puisque avec la complicité implicite des opérateurs désignés par l'Etat.

Hier acceptables dans un pays centralisé tourné vers lui-même, aujourd'hui dans un monde aussi mondialisé ces dérives injustes discriminantes et non conformes à un état de droit, deviennent des pratiques inacceptables dont seules profitent une petite minorité de lâches.

C'est d'autant insupportable, que la France, ne sera bientôt plus capable de s'adapter à un monde en perpétuel mouvement où sans possibilité de progrès économiques, la population ne pourra plus supporter qu'on lui enlève toutes ses avancées sociales obtenues de haute lutte, sans aucune contrepartie, ni en pouvoir d'achat, ni en perspective que la situation de leurs enfants sera meilleure.

Encore plus dans un monde où tout s'accélère du fait des technologies de l'information et la communication.

# L'ECONOMIE

## SELON LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ACTUEL

### Les stratégies du gouvernement français

Comme on le voit depuis 40 ans, on dirait que la seule croyance qui agite toujours ceux qui pensent pouvoir nous gouverner, est que pour résoudre n'importe quel problème qui se pose à eux, dans n'importe quel domaine d'intervention, c'est d'acheter avec de l'argent la bonne volonté des personnes physiques ou morales (de façon à faire croire à la paix sociale et à leur bonnes intentions).

Comme si les entreprises et les acteurs de l'économie étaient des péripatéticiennes qu'on devait payer pour qu'elles satisfassent votre libido et vos pulsions primitives de mâles dominant...ou des enfants à accompagner en les mettant sous tutelle de l'ETAT.

Ainsi dernièrement, Le gouvernement Macron lance son **plan nommé « France Relance »**. Qui selon ces gens hors sol , doit permettre **d'accélérer** (?<sup>9</sup>) les transformations écologique, industrielle et sociale du pays (?<sup>10</sup>) en proposant des mesures concrètes à destination de **tous** (?<sup>11</sup>) : particuliers, entreprises et associations, collectivités ou administrations.

Puis pour nous expliquer la solution à ces problèmes parfaitement abstraits on a le droit au précisions suivantes : « *Afin de relancer rapidement l'économie et d'obtenir des résultats en matière de décarbonation, de reconquête industrielle, de renforcement des compétences et des qualifications sur l'ensemble du territoire, un plan exceptionnel de 100 milliards d'euros est déployé par le Gouvernement autour de trois volets : la transition écologique, la compétitivité et la cohésion.*

Et ainsi je tourne en boucle !

Pour finir par ajouter que ce plan est **soutenu** financièrement à hauteur d'environ 40 milliards d'euros par l'Union européenne." (Ce qui démontre que l'argent c'est pas un problème à trouver)

Peu importe si, quand on va lire le concret de mesures sensées révolutionner le monde (voir [ci-dessus](#)), ce sont des mesurette les mêmes qu'avant, généralement des resucées qui ne risquent pas d'avoir plus d'effets que les précédents plans pour l'emploi ou pour redresser l'économie.

Et sur le chantier du numérique et le soutien au financement de l'économie à l'innovation aucune avancée notable; l'argent sera distribué toujours aux mêmes : à ceux qui ont les moyens de payer des

---

<sup>9</sup> Pour quoi accélérer ?

<sup>10</sup> ça mange pas de pain de parler ce généralités sans objets réels derrière

<sup>11</sup> faut oublier personne !

équipes juste pour écrire des projets usines à gaz qui, une fois les fonds levés, partiront directement aux oubliettes de l'histoire, laissant juste pour trace : des lignes de CV de jeunes loups qui iront dans la silicone vallée tout frais payés pour se faire embaucher en tant que grand aventurier des start-up et se faire des amis en Californie.

Tout ce biznounoursbusiness étant piloté à partir de la « station F » sise dans le 11ème à Paris » pas loin du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie des Finances et de la Relance et de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, où tout le gratin de la French Touch pourra se cocktailliser en se poudrant le nez aux frais de la princesse, sans jamais qu'aucun se culpabilise ne pas avoir fait avancer d'un iota malgré les milliards l'économie de la France.

Elle est pas belle la vie !

## Le numérique

Il en est fini des objectifs des derniers plans tels que :

- faire du numérique une chance pour la jeunesse
- utiliser le levier du numérique pour renforcer la compétitivité de nos entreprises,
- promouvoir les valeurs républicaines dans le monde numérique

Ou de :

- 1) Faire émerger des entreprises de rang mondial
- 2) Favoriser la recherche et l'innovation
- 3) Garantir l'appropriation du numérique par l'ensemble de l'économie
- 4) Doter la France des Infrastructures du XXIème siècle.

Parce qu'un jour il faudrait quand même que ces crânes d'œuf comprennent si l'argent y contribue il ne fait pas le bonheur... Et que vous aurez beau injecter **tout l'argent que vous voulez dans un système qui dysfonctionne, jamais vous ne le ferez faire des miracles, pire vous ne ferez qu'augmenter... ses dysfonctionnements et donc sa nuisance.**

## QUELS POSSIBLES ?

### Face à ce contexte précédemment décrit, comment agir de manière efficiente ou simplement efficace ?

Maintenant que nous savons tous que ces priorités maintes fois réitérées ne sont que des effets de manche, pour donner l'impression que l'exécutif fait quelque chose d'utile, ils nous faut à ces paroles sans suites opposer un plan véritablement efficace à même de redonner de la puissance à notre pays.

D'abord la définition d'efficience qui nous servira de support à la construction d'une solution pérenne et efficace à court moyen et long terme susceptible d'apporter des bénéfices à plus de gens possibles:

- « Capacité d'une cause suffisamment forte ou puissante pour produire un effet ».
- Aptitude (d'une machine, d'une technique, d'une personne ou d'une entreprise) à fournir le meilleur rendement. (Meilleur rapport en l'effet et l'effort qu'il a fallu fournir dans l'action)

Nos propositions ont le mérite d'être non seulement compatibles avec les priorités de la situation, mais aussi l'avantage appréciable d'être un projet numérique simple à mettre en œuvre capables d'apporter des bénéfices rapides et concrets.

Du fait de nos caractéristiques, un brin atypiques (comme celle d'avoir survécu et monté une belle entreprise en dépit des difficultés produites mécaniquement par ce système bancal), nous pouvons apporter un regard aiguisé sur ce que de nombreux commentateurs de la vie économique, entrepreneurs et responsables politiques n'appréhendent pas forcément, du fait de leur propre formatage (formation).

L'important c'est qu'il y a vraiment urgence, et cela tout le monde le reconnaît.

Notre diagnostic est que la traversée du désert que connaît la France en matière d'innovation et donc d'emplois, reste imputable au fait d'une constante et mauvaise répartition de l'argent public disponible.

Ce dysfonctionnement dure depuis très longtemps et se caractérise par :

- **Un cruel manque d'investissement sur la phase d'amorçage des entreprises ;**
- **Un surplus d'abondement des moyennes et grandes entreprises qui n'en n'ont pas besoin**, qui entraîne une dérégulation des marchés, qui obère de manière colossale les possibilités de transformation de la société (les entreprises automobiles qui ne veulent pas changer leurs produits pourtant destinés à disparaître devraient réfléchir à des solutions d'avenir plutôt que de verser de rémunérations ou de dividendes indécentes aux équipes de directions ou aux actionnaires...). Incidemment, nous avons ici la réponse à la question : pourquoi, en dépit du nombre

impressionnant de vrais talents de l'Hexagone, la France n'a pas de grosses PME, ni d'ETI (à la Google ou Facebook sur le net) ? Les forts sont trop forts pour qu'il existe de nouveaux acteurs aussi forts qu'eux !

- L'application de **mauvais critères de sélection**. Le paradoxe de cette mauvaise appréciation des "projets en devenir" donne un résultat contreproductif puisque seuls les projets d'entreprise à courte vue (qui privilégient une rentabilité immédiate, ou le rachat à 5 ans, au détriment d'un cycle plus long qui intègre une vraie politique d'embauche et de déploiement de type industriel) sont sélectionnés. Une sélection biaisée qui empêche de facto la création de futures grosses entreprises. Les seuls qui ont assez de fonds propres pour recevoir l'aide publique, souvent "jeunes diplômés" sortis des grandes écoles (HEC, CENTRALE ...), où ils ont appris à faire un Business plan et à défendre un projet devant des financiers.



*the same French Touch <sup>12</sup> of laureats 2014*

Mais il y a peu de chance que frais et moulu sorti de l'école, on soit en capacité d'apporter un véritable "plus" innovant à un métier, un secteur ... Ces compétences demandent beaucoup de maturité, d'expérience terrain et pugnacité dans les épreuves.

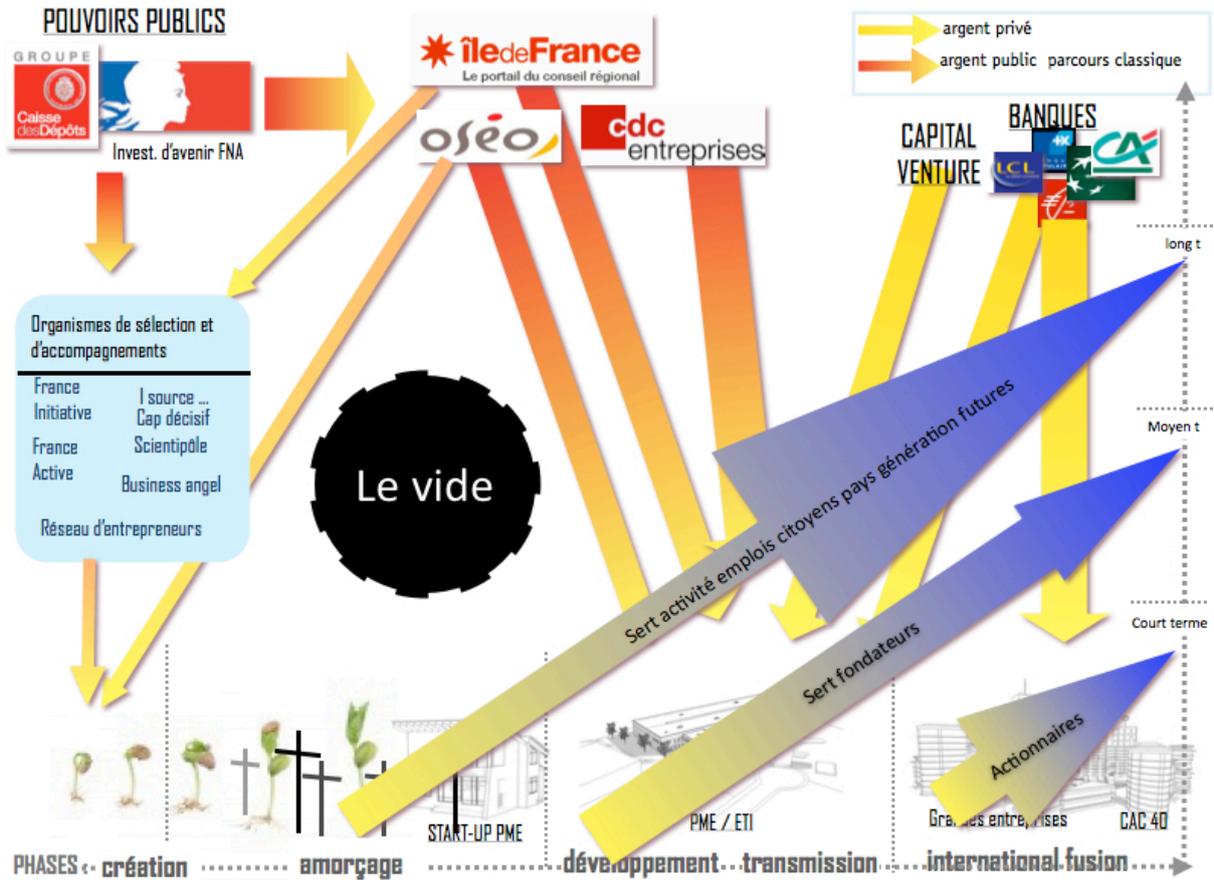
Face ce constat, deux solutions nous semblent possibles :

1. **Ou bien il est envisageable de changer le système par le haut** (les politiques peuvent intervenir efficacement sur ce qui se passe sur le terrain ; Sauf que attention toutes les bonnes idées sont détournées par les institutions elles-mêmes chargées de les mettre en œuvre (comme la justice qui n'applique pas les lois) : exemple le décret sur le PREFICIR est exemplaire en cette matière : le gouvernement lance cette initiative sensée aider les trésoreries des entreprises qui font de la recherche, donc entre autres les entreprises innovantes ? hé bien non, Les services la BPI vous explique que le Préficir est un bon produit de prêt à vendre **cher** aux entreprises qui sont de bons payeurs. Résultat des courses : ils ne le vendent pas car les entreprises qui ont les critères pour l'acheter ont des produits plus avantageux chez leur banquiers et celles qui pourraient l'acheter même cher, car elles n'ont rien d'autre, n'ont pas les critères) ;

---

<sup>12</sup> french touch bourses de 30 000 € nouveauté inventée par la BPI pour résoudre le problème de financement des start-up

2. **Ou bien c'est impossible !** Et pas la peine de verser des milliards à n'importe qui ; il faut combler le vide de la décision publique en matière des aides aux entreprises en introduisant l'usage des nouvelles technologies de l'information et la communication "façon Citizen Média" dans l'écosystème du développement économique français.



## CHANGER LE SYSTÈME

Le changement ne s'accomplit jamais sans quelques réticences puisqu'il bouscule les habitudes, le confort des choses connues et bien installées et remet en cause bien souvent les acquis. Mais aujourd'hui, les informations de catastrophes quotidiennes, qui dépendent de la seule bêtise des humains (Grèce Chypre...), nous rappellent chaque jour que nous arrivons à la limite au-delà de laquelle il ne sera bientôt plus possible de revenir en arrière. Il faut apporter du sang neuf dans cette machinerie à la peine et grippée.

**Ce système de distribution de l'aide publique porté maintenant principalement par la BPI et les collectivités locales doit muter** : les ressources qui nous entourent ne sont pas illimitées et refuser d'en prendre conscience ou agir sans tenir compte des faits, en refusant les enseignements du passé, c'est aller collectivement très vite vers la seule certitude qui ne peut pas être remise en cause : "au final, nous serons tous morts" ainsi que le disait Keynes.

En outre, changer ce système, somme toute déréglé, ne devrait pas demander un effort considérable ; et serait très facile (à faire) pour des décideurs politiques ou autres acteurs audacieux qui auraient envie d'essayer de tenter le pari gagnant.

Il conviendrait de :

1. Faire un travail auto-critique piloté, par exemple, par la BPI et mis en œuvre par les organismes dont elle a la tutelle. Il s'agirait de **revoir la pertinence des conditions et des critères d'accès aux aides publiques**.
  - Par exemple, un PPA, Prêt Participatif d'Amorçage (dispensé par la Région IDF et Oséo), ne devrait exiger que des conditions susceptibles d'être levées en phase d'amorçage (ou bien alors il faut changer le nom du produit).
  - Les sommes allouées à Pm-up (le dispositif de soutien aux entreprises en développement de la Région IDF, accordé aux "chefs d'entreprises qui ont le nez dans le guidon") devraient être ciblées sur l'amorçage, sur les chefs d'entreprise qui ont le nez au vent (de l'époque) pointé vers le futur et qui ont donc des sérieuses chances de faire de leurs entreprises des success stories.
  - Le FNA doit être accordé aux entreprises sans CA.
2. **Faire œuvre pédagogique en expliquant de manière authentique les procédures qui permettent de faire advenir et vivre les projets d'entreprises en France**. Donc en toute transparence que les organismes mentionnent avec exactitude et clarté la nature des conditions effectives d'octroi des aides (les tribunaux pourraient sanctionner fortement les écarts qui seraient portés à sa connaissance). Il serait bon de délaisser une communication de type purement publicitaire comme il est de mise actuellement, pour privilégier une optique « mode d'emploi » ou « guide d'utilisation »... Ainsi les apprentis entrepreneurs,

pourraient se laisser "guider" en confiance par les informations délivrés par les organismes et s'organiser en conséquence.

3. Diminuer drastiquement l'accès des grandes entreprises aux aides publiques, ainsi qu'aux PME structurellement bénéficiaires (ou déficitaires, qu'il vaut mieux laisser mourir) etc... **Elles ne s'en (com)porteront (que) mieux.** L'Etat n'a pas à se préoccuper :
  - de faire des ETI en s'occupant de fusion d'acquisition
  - d'aider des entreprises à aller en bourse
  - d'aider les entreprises incapables d'élaborer des stratégies durables ;
  - de créer les conditions de versements de dividendes aux actionnaires ;
  - d'aider les fondateurs à ne pas se faire diluer. Tout cela est affaires privées et n'a rien à voir avec le bien commun.
  
  - D'accorder le CIR à des grosses entreprises comme L'Oréal à qui chaque nouvelle ligne de rouges à lèvres ou de produits anti-rides évite de payer de l'impôt.
4. Les fonds publics doivent être consacrés à préparer l'avenir du pays, non pas à conserver le passé. Ils doivent servir à faire vivre les vraies innovations, portées par des professionnels aguerris... qui ont des marchés d'avenir... Et non plus servir à payer "aux fils et filles de" des aventures entrepreneuriales au frais de la princesse...
5. Ils doivent intervenir pratiquement exclusivement sur les phases d'amorçage et de création des entreprises (avec sur cette dernière des dispositifs peu chers facilement mobilisables telles des bourses à l'écriture de Business Plans par exemple). Ils doivent rechercher à compenser les manques de financement, non pas à faire concurrence aux fonds privés, comme il est de mise à actuellement.

**Les emplois se multiplieraient du seul fait du besoin de croissance de ces entreprises qui auraient enfin les moyens de leur investissement et de leur développement.**

Bien entendu, les auteurs de ce mémo savent que c'est un choix éminemment "politique" ! Les résistances aux changements à exécuter ce plan extrêmement simple vont se faire mauvaises et agressives. On ne pourra faire ce plan que si l'un d'entre nous prend le pouvoir suprême de la Présidence de la République.

Est-il possible dans ce pays, de résister aux lobbys qui permettent depuis 30 ans que l'argent public n'aille qu'à ceux qui disposent déjà des moyens de se développer ? L'argent public peut-il se défaire de l'emprise d'un système qui irrigue toujours les mêmes grands et gros arbres au détriment des parcelles de terre vierge et encore sauvages, condamnées à rester en friche en dépit parfois de ses jeunes pousses prometteuses ?

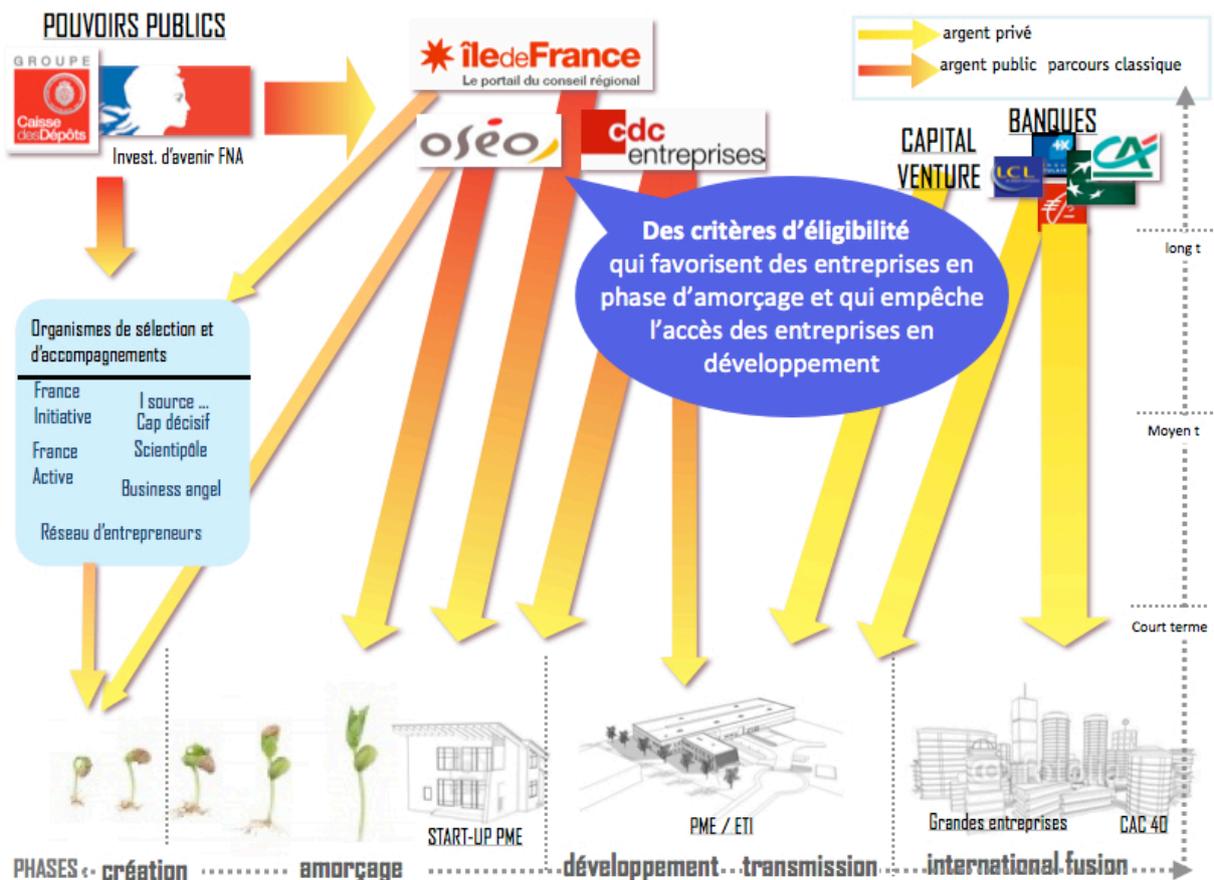
L'Etat n'a pas à faire fructifier l'argent des épargnants en abondant des entreprises déjà rentables.

Sinon il perd l'essence de sa mission. Il doit se trouver là où il faut prendre les risques de gagner et non pas calculer les risques de ne pas échouer, comme le ferait un rentier ou un banquier.

Une chose semble pourtant certaine, c'est le formidable effet de levier que constituerait cette meilleure redistribution du fluide financier qui pourrait vivifier des pans entiers d'une économie réinventée.

La France se remettrait en mouvement ; un vent de créativité retrouvée soufflerait dans ce pays qui a déjà donné tant de formidables inventeurs et créateurs. Cette émergence, cette émulsion, cette profusion retrouvée de nouvelles entreprises apporterait un message d'optimisme. La confiance en un avenir commun plus optimiste et qui serait réellement porteur de promesses redonnerait un élan perdu à notre économie. Les créations d'emplois seraient boostées sans aucune réforme structurelle d'envergure, sans avoir à augmenter les déficits.

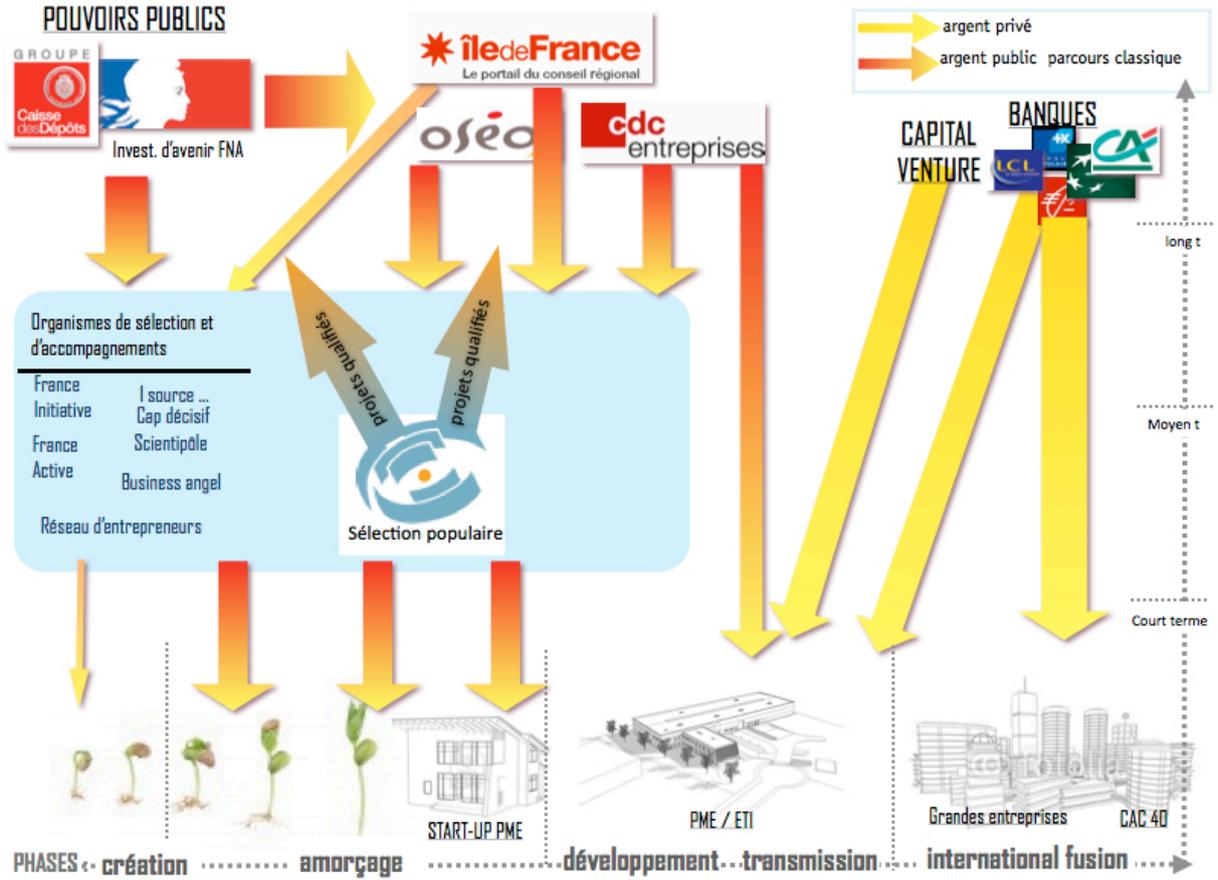
Comme notre lecteur l'aura compris, il ne s'agit pas ici de promouvoir un changement absolu du système qui nécessiterait une multitude d'études, de commissions et de rapports en pure perte mais juste d'utiliser un moyen simple d'amorcer le changement qui a le mérite d'exister et de fonctionner déjà parfaitement.



# INTRODUIRE DANS LA DISTRIBUTION DES AIDES PUBLIQUES UN NOUVEL ACTEUR ?

Si pour des raisons diverses, il s'avérait impossible de "changer le système", nous proposons alors une solution simple facile à intégrer dans le système existant qui aurait pour effet de re-dynamiser l'économie de notre pays, par une mise en concurrence non faussée "des acteurs du financement".

Dans ce cadre, CITIZEN MEDIA se mettrait à disposition des pouvoirs publics pour servir les PME et in fine l'emploi : un alliage dont le sens serait de produire un changement de type "redémarrage de dynamique"... **un outil de réconciliation entre les citoyens, les PME et le système public de soutien à ces dernières, prêt à l'emploi et prêt pour l'emploi !**



## Les dispositifs actuels de redistribution de l'argent public au niveau de l'amorçage

Jusqu'à aujourd'hui, le financement de la phase d'amorçage des entreprises, pose beaucoup de problème à nos pouvoirs publics. Pour illustrer cette affirmation il suffit de regarder combien le FNA (Fonds National d'Amorçage) est difficile à distribuer.

D'après les dires de certains responsables de La CDC, l'expertise des projets au stade de l'amorçage, nécessiterait la présence de beaucoup trop de spécialistes différents vu le nombre et les origines multiples de dossiers à étudier. Aussi ils préfèrent s'adresser à des fonds de fonds.

C'est vrai que les candidats à l'entreprise sont bien souvent vu comme des néophytes (des élèves à qui il faut tout apprendre, qu'il faut accompagner comme un enfant faisant ses premiers pas).

Mais n'est-il pas complètement illusoire et contradictoire de vouloir accompagner un chef d'entreprise ? Un chef d'entreprise ne devrait-il pas être le plus autonome des hommes ? Et sur son projet et sur tous ses aspects (technique, modèle économique, stratégie, marché...), qui est censé être plus expert que le chef d'entreprise lui-même ? Alors est-il normal de vouloir à tout prix expertiser les dossiers au lieu de **faire confiance** aux porteurs de ces dossiers ?

Ceci ressort d'un véritable état d'esprit français (est-ce partout pareil ?) où les jugements qui proviennent de l'Etat ou d'autres organismes publics ou parapublics, devraient avoir la primauté sur ceux des acteurs sur le terrain !

Les pouvoirs publics transfèrent donc leur compétence de sélection des projets à des gestionnaires de fonds qui sont supposés se spécialiser sur une typologie de projets précise.

Ce qui entraîne de facto, qu'un certain nombre de secteurs de l'économie ne sont sûrement pas couverts alors, que comme chacun sait, l'innovation n'a pas de frontière, et même souvent en crée de nouvelles. Il nous faut conclure que beaucoup de dossiers ne sont jamais regardés, faute de ne pas rentrer dans les cases des différents organismes de redistribution.

C'est ainsi qu'en France, toute la sélection des dossiers s'effectue par le biais de dispositifs associatifs tels que les plateformes de Initiative France, Scientipôle ou bien par des sociétés de gestion agréée par l'AMF ou encore par des structures de capital investissement qui gèrent des fonds apportés par le privé mais aussi bien plus souvent par le public : Cap décisif , Elaïa, Vauban Partners, etc... A cela s'ajoutent les divers comités constitués généralement par les CCI... chargés de trouver "les pépites" pour les présenter aux acteurs privés tels les Business-Angels ou Capitaux Risqueurs.

Nous ne savons pas combien de dossiers voient le jour grâce à ces dispositifs, ni à combien se situe le nombre de dossiers présentés en général. Par contre les chiffres des dossiers financés sont extrêmement faibles : Investessor annonce que sur 1000 dossiers reçus par an, elle en examine 500,

en présente 60 aux BA pour au final ne participer qu'à une trentaine de projets par an. Leur façon de faire : choix de 8 dossiers/mois/ comité diminue leurs chances de trouver des bons projets lors des mois où beaucoup de bons projets se présentent en même temps. Chez Grenoble Angels sur 300 dossiers examinés, 15 prises de participations réalisées... Cap décisif prend 5 nouveaux dossiers par an !

Chaque fois, les dossiers sont censés être examinés et sélectionnés par des experts sur la simple présentation du dossier par l'entrepreneur. On peut se poser légitimement la question : comment en 5 mn (Pitch) peut-on savoir si un projet est bon ? Peut-être s'agit-il d'un porteur de projet mauvais en présentation ? Qui plus est ne sait pas faire un Business Plan qui de toute manière ne sera pas suivi ? Ces concours où se joue en un coup de dé le financement de votre projet n'est gagnable en vérité que par des jeunes diplômés d'HEC qui ont eu deux ans pour se préparer. Nous ne parlons même pas du défi lorsqu'il s'agit de décrire les potentiels d'une innovation ; tant que celle-ci n'est pas réalisée, il est pratiquement impossible de l'expliquer ; même en une heure, alors en 5 mn ???

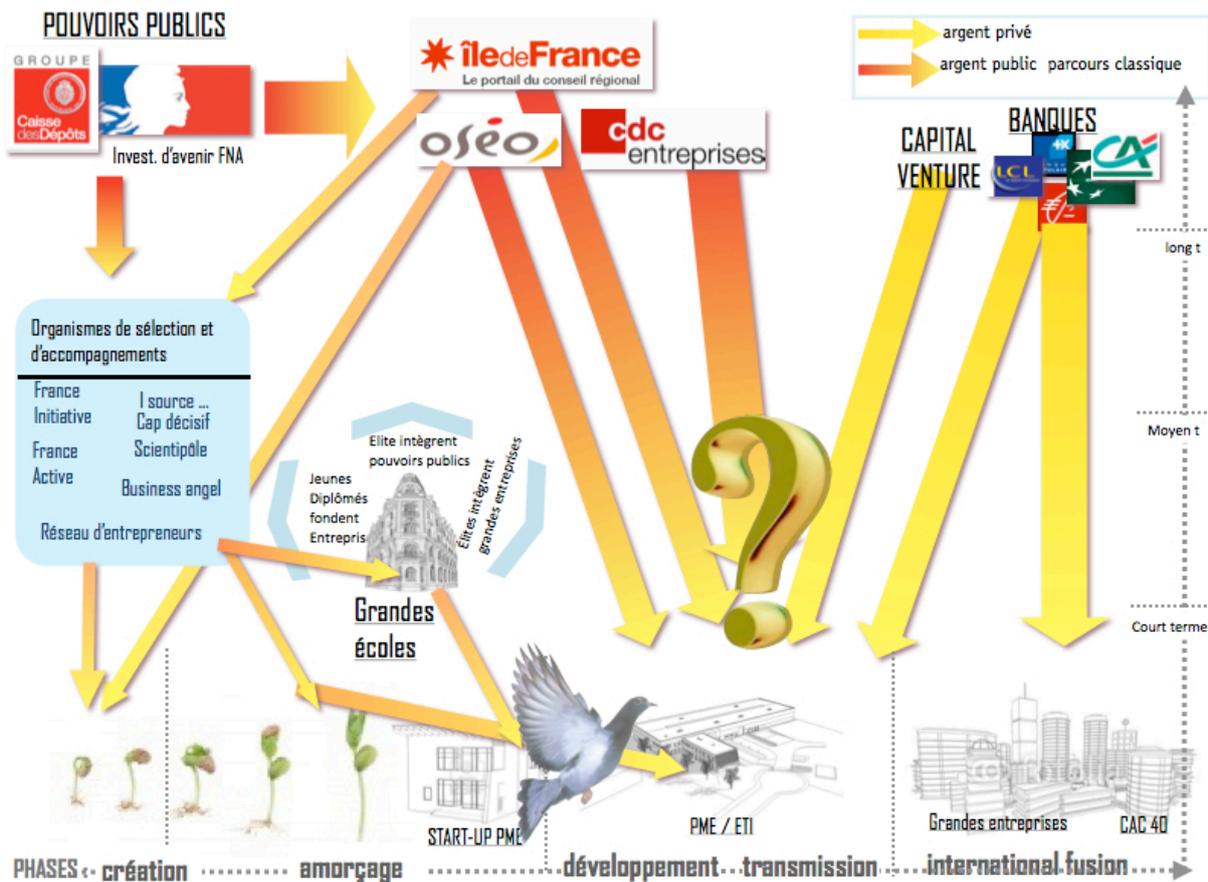
Enfin bien souvent les sélectionneurs (qui décident de l'intérêt d'un projet) viennent des mêmes milieux que ceux des porteurs de projets ! Généralement de la fonction publique de divers ministères ; anciens de la Banque ou de France Telecom ; cadres issus des grandes entreprises ; managers anciens d'HEC ; ingénieurs de grandes écoles entrés dans les grands corps de l'Etat et bien souvent à la retraite... Or il est bien connu qu'on préfère ce qui vous semble familier. D'où une homogénéité des profils sélectionnés par ces organismes à la sortie : les lauréats ont souvent le même âge, le même niveau social ou scolaire, avec des projets "convaincants court terme... voire au seul moment de la présentation". Ce ne serait pas plus gênant que cela si ces choix ne se faisaient pas systématiquement au détriment des personnes aux profils plus atypiques, qui du fait même de leurs parcours plus chaotique, ont plus de chance d'apporter des projets innovants ou intéressants pour la société de demain.

Ensuite rien que par mimétisme (si cette entreprise a été soutenue par untel, c'est que c'est une bonne entreprise) ces sélectionnés une fois, vont être choisis plusieurs fois par les autres acteurs, s'autorisant des effets de leviers incroyables (jusqu'à 12 fois la première mise). Même avec un mauvais produit, ces entreprises s'assurent une prospérité de 4, 5 ans, jusqu'à la revente à un quelconque grand groupe en mal d'innovations, la pérennité du concept n'étant pas la préoccupation majeure du porteur initial. A la tête d'un petit pactole initié grâce aux générosités de la République, certains iront se revendre aux USA avec une ligne "chef d'entreprise" de plus sur leur CV. (On comprend que ces entrepreneurs qui se rassemblent sous l'étendard du "pigeon" ne sont pas forcément si pigeonnés que cela !).

Ce système arrange tout le monde puisque les organismes de sélection sont fiers d'annoncer des résultats à trois ans impressionnants : 84% des entreprises accompagnées sont toujours en activité au bout de 3 ans, ce qui renforce leur crédibilité de sélectionneur, et donc vient justifier leur existence.

Mais ce (mal)faisant, les déjà maigres ressources disponibles et réservées à la phase d'amorçage des entreprises vont à des projets sans lendemain, laissant au passage exsangues tous les autres projets à fort potentiel.

Ce qui n'est pas calculé ici c'est les innombrables richesses perdues ! Combien de vraies réussites sans lendemain pour notre pays ? Combien de "Mozart" ne verront jamais leurs compositions réinventer le monde ! C'est ainsi que peu à peu nous mutilons l'avenir des sociétés modernes.



## La recherche et développement Citizen Média "sagesse des foules"

Dans le cadre de sa démarche entrepreneuriale, Citizen Média aide ses concitoyens mais aussi les entreprises, les organismes publics... à améliorer leur compétitivité pour les uns, leur destin pour les autres, en donnant à tous un accès direct à la puissance des nouvelles technologies de l'information et de la communication (**marché du soft power et de l'empowerment**).

Pour valider scientifiquement notre approche et la réalisation de notre nouveau "système de décision collective", nous avons effectué une recherche approfondie sur "l'intelligence collective" autrement dénommée "la Sagesse des foules".

Elle a pour objet la prise de "décision collective" (dans un cadre public ou privé) dont la recherche fondamentale s'inscrit dans le champ des sciences cognitives, sociales et politiques.

L'intérêt de cette recherche est multiple que ce soit en matière de décision publique que de vulgarisation scientifique ou d'éducation populaire.

Forts de nos premiers résultats, nous lancerons bientôt un grand jeu massivement multi-joueurs (mmorpg) visant à rassembler le plus grand nombre de citoyens possible autour de grandes thématiques de société : chômage ; école ; justice ; démocratie... Avec comme objectif de rassembler un grand nombre de citoyens pour qu'ensemble, ils améliorent concrètement la réalité de leur vie au quotidien.

## Une solution vertueuse à moult détentes qui vise à réduire le chômage tout en redistribuant mieux l'argent public

En nous penchant sur tous les mécanismes mis en jeu dans la problématique de société "chômage", qui demeure la source d'inquiétude principale de nos concitoyens (79% des personnes interrogées - 06/04/2013 - sondage Ifop – <sup>13</sup>), nous sommes parvenus à la conclusion que la solution systémique au problème du chômage, serait bien évidemment la reconstitution d'un tissu économique dense et dynamique dans notre pays.

Pour se faire il suffit donc de trouver le moyen de pérenniser les sources de financement des entreprises innovantes, jusqu'à obtention complète de leur autonomie, grâce aux revenus provenant de la vente de leurs solutions à leurs clients.

Pourquoi prioritairement les entreprises innovantes ? Parce que celles-ci ne détruisent pas des emplois déjà existants mais créent des marchés avec les emplois qui vont avec, tout en relançant l'activité autour d'elles. Or, nous le savons et nous l'avons exposé auparavant, la pérennité de ces entreprises à fort potentiel dépend entièrement de leur capacité à dépasser cet unique moment où elles restent fragiles, celui de l'amorçage. Et pour le dépasser, il faut trouver le moyen de financer cette phase en fonction des véritables besoins de l'entreprise afin de garder la cohérence du projet.

En parallèle, cela résoudrait quelques autres soucis rencontrés par les apprenants chefs d'entreprise :

- celui de la prise d'information lorsqu'il s'agit de solliciter des aides publiques, pour éviter de décourager nombre de candidats potentiels devant l'amoncellement des dispositifs, l'opacité des critères de sélection et la complexité des dossiers à constituer.

---

13 [http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-lutte-contre-le-chomage-priorite-numero-1-pour-les-francais\\_379066.html](http://lexpansion.lexpress.fr/economie/la-lutte-contre-le-chomage-priorite-numero-1-pour-les-francais_379066.html)

- Celui de donner de la visibilité aux futurs entrepreneurs afin qu'ils convainquent des investisseurs publics et privés.

En réconciliant ainsi nos concitoyens avec le monde de l'entreprise nous susciterions sans aucun doute des vocations ce qui entraînerait une nouvelle dynamique de création d'entreprises pérennes et à fort potentiel.

C'est tout naturellement que nous avons fait le lien entre la problématique des aides publiques (à laquelle nous étions confrontés), la création des entreprises et notre outil multimédia. En effet, notre plateforme interactive de participation populaire nous fournissait, et des dispositifs d'action faciles à activer et des solutions pragmatiques.

Face à la lourdeur des dispositifs et à la complexité manifeste des circuits de redistribution de l'argent publique, ce concept multimédia devient la réponse idéale, car seule capable d'assouplir le processus tout en le rendant beaucoup plus performant, plus lisible et plus conforme à la révolution numérique si justement prônée par les autorités <sup>14</sup>.

## La plateforme de lutte contre le chômage à installer et financer faire financer dans toutes les régions.

**Mise en place d'une plateforme de financement des entreprises en phase d'amorçage ou de mise en relation des PME (ou les projets de PME) avec les acteurs publics du soutien de l'économie.**

Cette plateforme pourrait fonctionner sur le principe du crowdfunding <sup>15</sup> dans la sélection de certains projets mais sans appel direct à l'épargne des individus comme cela se passe habituellement pour ce type de solution. Par contre, l'épargne publique, par l'intermédiaire des pouvoirs publics (CDC région, FNA...) serait sollicitée. Dans le cas de sélection faite par les habitants de l'Ile de France par exemple, l'appel de fonds serait adressé aux fonds régionaux. On pourrait aussi solliciter les grandes entreprises dans le cadre de leur campagne de communication "grand public" (sponsoring et partenariat) en les appelant à soutenir les nouvelles entreprises intervenant sur leur secteur d'activité.

---

14 <http://www.latribune.fr/technos-medias/internet/20121009trib000723816/fleur-pellerin-va-presenter-un-grand-plan-numerique-.html>

15 Le Crowdfunding est une approche permettant le financement de projets en faisant appel à un grand nombre de personnes ordinaires (internauts, réseaux de contact, amis, etc.) pour faire de petits investissements. Une fois cumulés, ces investissements permettent de financer des projets qui auraient potentiellement eu de la difficulté à recevoir un financement traditionnel (banque, subvention...)

Cette solution présenterait quelques nouveaux avantages par rapport à l'existant :

- Le premier mettrait à disposition des candidats à la création d'entreprise un système d'information et de simulation de parcours multimédias, une sorte de guichet numérique permettant d'entrer directement en contact avec les différents organismes, de soumettre leurs dossiers à la "foule", de solliciter des interlocuteurs pour obtenir des vraies réponses à leur question.
- Au cours d'événements en direct, aurait lieu une mise en contact direct du futur chef d'entreprise avec son marché à venir pour tester de la pertinence de son offre. Ces événements donneraient à son projet une visibilité immédiate (Internet) à destination d'éventuels investisseurs privés. En présentant son projet sur la plateforme, l'entrepreneur obtient une audience sans limites et peut mesurer l'intérêt suscité par son produit (grand public) ou son innovation de rupture (spécialistes, chercheurs, etc.).
- Le troisième atout serait de disposer en permanence d'un amphithéâtre virtuel dans lequel pourraient être programmés dès que le besoin s'en ferait sentir (événement, nouveau dispositif, campagne) des débats d'actualité, des présentations de nouvelles mesures ou rapports, ou de campagne de projets (le durable dans la ville...).

Ainsi en se tournant vers l'avenir et en apportant un peu plus de transparence et d'interactivité, grâce à ce moyen simple, où les critères de sélection et le vote du public seront comme des indicateurs de l'intérêt public et citoyen, les organismes de financement de l'aide publique gagneraient en efficacité et en attractivité. Avec ces nouveaux critères, la plateforme drainera nombre de projets atypiques... qui pourraient s'avérer de vraies réussites à la longue.

Par ailleurs, dès qu'une entreprise sélectionnée et "sponsorisée" par la plateforme Citizen Média arriverait à la fin de sa période d'amorçage, c'est à dire qu'elle aurait suffisamment de clients et de CA pour intéresser les acteurs financiers à sa phase "développement", il lui serait automatiquement interdit de demander une nouvelle aide sur la plateforme (elle pourrait même être sollicitée à leur tour comme sponsor sur d'autres projets moins en avance que le sien). Ainsi l'argent public n'irait plus vers des entreprises qui n'en n'ont plus besoin.

**C'est ainsi qu'à l'instar des Initiative France, ou autres Cap décisif... la plateforme Citizen Média deviendrait un nouveau « véhicule » de distribution de financement public (voire juste de qualification de projet si nécessaire), et ce pour les projets en période d'amorçage exclusivement.** La mise en place d'une synergie entre CITIZEN MEDIA qui servirait de pôle d'attraction et de présélection et la CDC (ou la Région), permettrait d'allouer des sommes aux entreprises au moment où elles en ont véritablement besoin, évitant ainsi de se soumettre à l'arbitraire de critères d'éligibilité improbables.

Elle offrirait ainsi, concrètement, aux jeunes entreprises la possibilité d'obtenir les fonds nécessaires au maintien et la croissance de leur activité pendant la traversée de la « vallée de la mort ». Ainsi soutenues, ces entreprises en devenir disposeraient de temps pour structurer leur projet afin

d'atteindre la phase de développement et de mise sur marché de leur produit ou de leur innovation, devenant attractives pour leurs clients et les financeurs privés traditionnels.

Ce dispositif devrait objectivement favoriser la création de nombre d'entreprises pérennes, des entreprises n'étant plus obligées de procéder à de brutaux changements de stratégie commerciale (ou de financement) simplement pour combler des problèmes de trésorerie ou pour satisfaire à des critères d'éligibilité aux aides publiques trop draconiens et souvent contradictoires.

Les entreprises en devenir seraient renforcées au moment où celles-ci sont les plus fragiles ; en même temps elles recueilleraient l'avis de leurs co-citoyens représentant au final... leur futur marché à conquérir ; voire les parents d'enfants futurs salariés des entreprises qui auront eu le temps de grandir.

Quand ainsi un grand nombre d'échecs sera évité, notre pays pourra enfin s'enorgueillir de belles entreprises pérennes et autonomes (qui atteindront bien vite des tailles d'ETI) qui seront le fer de lance d'une économie française rayonnante et compétitive pour le plus grand bonheur de ses concitoyens.